



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation du master



Finance

de l'Université d'Evry-Val-d'Essonne
- UEVE

Vague E – 2015-2019

Campagne d'évaluation 2013-2014



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

En vertu du décret du 3 novembre 2006¹,

- Didier Houssin, président de l'AERES
- Jean-Marc Geib, directeur de la section des formations et diplômes de l'AERES

¹ Le président de l'AERES « signe [...], les rapports d'évaluation, [...] contresignés pour chaque section par le directeur concerné » (Article 9, alinea 3 du décret n°2006-1334 du 3 novembre 2006, modifié).

Evaluation des diplômes Masters – Vague E

Evaluation réalisée en 2013-2014

Académie : Versailles

Etablissement déposant : Université d'Evry-Val-d'Essonne - UEVE

Académie : /

Etablissement(s) co-habilité(s) au niveau de la mention : /

Mention : Finance

Domaine : Droit, économie, gestion

Demande n° S3MA150007611

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université d'Evry-Val-d'Essonne

- Délocalisation(s) : /

- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

Présentation de la mention

La mention *Finance* destine les étudiants à être cadres dans les grandes banques de financement et d'investissement. Elle s'articule autour d'une première année de master (M1) et de deux spécialités de deuxième année (M2) : *Banque et finance* et *Gestion des risques et des actifs*. La première est assez généraliste et prépare à différents types de métiers : chargés d'affaires entreprises, *sales* (c'est-à-dire vendeurs de produits financiers sophistiqués), *originateurs* (c'est-à-dire créateurs de produits financiers sophistiqués), analystes crédit. La seconde spécialité est plus spécifique. Elle prépare les étudiants à la gestion des risques et à la gestion des actifs, donc à des métiers tels que gestionnaires d'actifs, concepteurs d'outils de mesure et de gestion des risques. La formation dispensée dans cette seconde spécialité est plus quantitative. La mention s'appuie sur le centre de recherche EPEE (Etudes des Politiques Economiques), et plus précisément sur son axe finance.

Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

L'objectif professionnel de la mention est de former des cadres à même de travailler en banque d'investissement et de financement, en siège de banques de réseau et dans le domaine de l'assurance (*originateur*,

sales, valorisation d'actifs, chargé d'affaire grandes entreprises, analyste crédit, gestionnaire actif/passif). Les frontières entre les deux spécialités sont plus floues. La spécialité *Banque et finance* forme des spécialistes du financement des organisations. La spécialité *Gestion des risques et des actifs* est plus spécialisée.

La mention est centrée sur des connaissances en finance et en techniques quantitatives. Ce second aspect est particulièrement important pour la spécialité *Gestion des Risques et des Actifs*. La première année porte sur les fondamentaux de la finance (finance d'entreprise, finance de marché et gestion bancaire) et des méthodes quantitatives nécessaires pour appréhender la finance. La professionnalisation intervient essentiellement en M2. La spécialité *Gestion des risques et des actifs* est plus spécialisée et donne de manière plus approfondie des connaissances en mesure du risque, en stratégie de gestion des risques et en gestion des actifs. Si le dossier présente de manière détaillée les connaissances acquises, il reste plus évasif sur les compétences. Cependant celles-ci sont clairement présentées dans les fiches RNCP.

La formation débute par un M1 totalement commun pour tous les étudiants de la mention. Le M1 est tout à fait cohérent avec les deux spécialités de M2 en termes d'apports pédagogiques. Aucune pré-spécialisation n'est offerte en M1, ce que l'on peut sans doute un peu regretter, car les étudiants semblent en conséquence devoir se fonder sur leur intuition pour choisir leur spécialité. De plus, cela crée un passage du théorique au professionnel assez brutal. Ceci est accentué par le fait que le M1 est dépourvu de cours visant à offrir aux étudiants des compétences préprofessionnelles, en dépit des six heures prévues en « Recherche de stage » et les projets tutorés, mais on ne sait en quoi consiste ni l'un ni l'autre. De plus, le stage n'est pas obligatoire en M1, ce qui semble dommageable pour leur professionnalisation. Un stage de six mois est obligatoire pour valider le M2. Une structure commune à toute l'Université d'Evry-Val-d'Essonne (UEVE) aide les étudiants dans leur démarche de recherche de stage. Ceci semble positif. Cependant, la politique de stage et de projet n'est pas explicitée, sur ce point le dossier est vide. On ne sait rien du suivi des étudiants, il n'y a ni fiche d'évaluation du stagiaire en entreprise ni fiche de notation du stage et de la soutenance, pas de trace d'un fichier d'entreprises ou de stages...

Cependant, l'aspect théorique du M1 lui permet de donner à tous les étudiants des bases solides en économie, en finance et en techniques quantitatives. On peut également regretter le nombre réduit d'éléments constitutifs (trois éléments constitutifs par semestre) et un nombre limité de cours (10 cours au premier semestre, sept cours au second), lié au volume horaire important de chacun d'eux (33 heures de cours magistraux plus 16,5 heures de travaux dirigés, soit 48,5 heures par matière). Cela empêche la présence d'autres disciplines : si les enseignements garantissent l'atteinte d'un haut niveau en finance, on peut regretter l'absence de cours de culture générale en gestion et en droit que tout cadre devrait posséder, notamment concernant la stratégie d'entreprise, les systèmes d'information, le contrôle de gestion, le droit de l'entreprise et des marchés financiers, la fiscalité. Cela empêche également d'introduire des compétences préprofessionnelles et ne serait-ce qu'un début de pré-spécialisation. Enfin, cela provoque un décalage entre le premier semestre et le deuxième semestre, le premier prévoyant 300 heures de présentiel, et le second uniquement 200. Cependant, Le M1 prévoit un élément constitutif d'anglais (24 heures) au premier semestre et un autre au second semestre ainsi qu'un cours d'« approfondissement de langue ». Cet intitulé n'est pas très explicite. Il est indiqué LV2 (on pense à l'allemand et à l'espagnol, mais sans certitude) puis TOEIC (Test of English for International Communication : test reconnu internationalement), ce qui ramène à l'anglais, ce n'est pas clair. Mais la présence, au total, de 66 heures de langue en M1 est un point positif. Les étudiants peuvent passer le TOEIC (coût pris en charge par la formation). Le M1 ne prévoit pas d'autres enseignements transversaux en dehors des langues. De plus, Les étudiants de la mention peuvent passer certaines qualifications professionnelles s'ils le souhaitent (Certification AMF, Bloomberg Aptitude Test, Thomson Reuters Eikon). Ils ne bénéficient pas de préparation particulière (on imagine que le contenu des cours les y prépare), mais la formation prend en charge l'inscription à la qualification. De plus, si dans la spécialité *Banque et finance*, le nombre d'intervenants professionnels est très élevé, il paraît un peu faible dans la spécialité *Gestion des risques et des actifs*, nuisant sans doute à l'acquisition de compétences préprofessionnelles.

La mutualisation des cours est totale en M1. En M2, il n'y en a pas entre les deux spécialités, mais quelques mutualisations existent entre le master *Gestion des risques et des actifs* et la spécialité (M2) *Ingénierie financière* de l'Université d'Evry-Val-d'Essonne (mention *Ingénierie mathématique*).

Le dossier ne dit rien d'une quelconque adaptation aux étudiants ayant des contraintes particulières. Le M1 ne semble pas ouvert à la formation continue, au niveau des M2 le nombre de dossiers de candidature en formation continue reste marginal face aux dossiers en formation initiale.

Le master est destiné aux étudiants provenant de licences économie et gestion. Le M1 est accessible sur titre pour les étudiants de la licence *Economie et gestion*, parcours *Economie et finance* de l'UEVE. Les autres étudiants sont sélectionnés sur dossier. Nous disposons de peu d'informations sur la provenance des étudiants. Est-ce le signe d'un manque d'ouverture ? Les critères d'admission ne sont pas explicités, et malgré un grand nombre de candidatures, les admis sur dossier sont peu nombreux avec de plus une évolution négative au niveau des inscriptions. Le ciblage semble donc effectivement étroit. Cela est d'autant plus surprenant que les effectifs du M1 restent modestes et le taux d'échec élevé

pour un master. On peut donc regretter le manque d'ouverture de la mention, qui pourrait envisager des étudiants provenant par exemple de licence *Administration économique et sociale* (AES) ou *Mathématiques appliquées aux sciences sociales* (MASS).

Une sélection est effectuée à l'entrée du M2. Là encore le processus d'admission n'est pas développé. « Des entretiens collectifs peuvent être organisés » : le principe de la sélection n'est donc pas homogène ? Les apports extérieurs sont très importants, ils dominent largement. La déperdition entre le M1 et les M2 est donc importante, ce qui est problématique. Dans le meilleur des cas 45 % des inscrits en M1 poursuivent en M2. L'origine de ses apports extérieurs est assez variée : les écoles partenaires, d'autres universités (on ne sait pas quels M1 sont privilégiés), des écoles de commerce et des écoles d'ingénieurs. En effet, de manière positive pour la formation, deux écoles sont partenaires de la formation : l'Ecole Polytechnique féminine et TELECOM école de management. Une convention existe avec l'Ecole Nationale d'Assurances (ENASS, institut du Centre national des arts et métiers (CNAM)).

Aucun dispositif de mise à niveau ne semble exister, alors que l'on peut penser que les étudiants d'écoles de commerce doivent avoir des lacunes en économie et en techniques quantitatives, et les étudiants en école d'ingénieurs des lacunes en économie et en finance. De façon générale, les étudiants issus du master ont atteint un niveau de connaissance en finance et techniques quantitatives que les extérieurs, qui représentent la majorité des étudiants, ont très peu de chance d'avoir atteint. N'est-ce pas ce qui explique le taux d'échec élevé en M2 (entre 23 et 33 %) ?

Nous ne disposons pas d'informations concernant le positionnement de l'offre de formation au sein de l'établissement, ni son positionnement dans l'environnement régional. On se doute cependant que cette formation est exposée à la concurrence des masters de finance des universités parisiennes. L'adossement à la recherche semble insuffisant et n'est pas développé dans le dossier. Visiblement, la mention (en tout cas, le M2 *Banque et finance* avec certitude) s'appuie sur le centre de recherche EPEE qui n'est riche que de deux enseignants-chercheurs en finance.

L'adossement aux milieux socio-professionnels semble assez faible. Le seul côté positif est la présence d'intervenants extérieurs professionnels et de PAST (Professeurs associés). Mais on ne sait pas si les professionnels sont associés à la définition des maquettes et au pilotage de la mention. Aucun lien avec des banques ou des institutions financières n'est évoqué.

Aucune relation internationale ni aucun échange formel ne semblent exister (le dossier est à peu près vide sur ce point). Mais des liens informels ont été tissés avec des établissements supérieurs du Maroc et d'Algérie.

Le nombre de dossiers de candidature est élevé et les taux de sélection le sont aussi. De ce point de vue, la formation est attractive. On a déjà souligné la faiblesse des effectifs en M1 (il accueille autour de 45 étudiants, ce qui est assez réduit), et tous les étudiants ne sont pas présents. L'année 2011/2012 a connu une chute de 40 % des effectifs, ce qui est inquiétant, mais aucun élément ne vient expliquer ce fait dans le dossier. Les étudiants proviennent majoritairement de la licence *Economie et gestion* de l'UEVE. Peu d'étudiants viennent de l'extérieur (et leur part décroît dans le temps). Les résultats de l'enquête de satisfaction ne sont pas développés. Autres éléments de doute : on ne sait pas si le master attire des étudiants d'origines géographiques variées et de nombreux admis ne confirment pas. En M2, la spécialité *Banque et finance* compte environ 30 étudiants et la spécialité *Gestion des risques et des actifs* environ 25, ce qui semble montrer une belle attractivité (le taux de sélection à l'entrée des M2 est de 10 %). 75 % des étudiants proviennent du M1. En M2 également, il y a un problème d'absence aux examens qu'il faudrait résoudre.

Le taux de réussite en M1 peut paraître raisonnable (75 %), mais si on considère que la sélectivité est réelle à l'entrée du master celui-ci devient assez élevé. Le taux d'échec en M2 est trop élevé (environ 25 % également). Le redoublement s'explique parfois par un stage tardif. Les taux d'insertion sont assez bons, cependant ils se dégradent (cf. spécialités), ce que l'on peut sans doute en partie expliquer par la mauvaise santé du secteur bancaire et financier. Les salaires à l'embauche sont assez élevés, de l'ordre de 35000 euros annuels.

L'organisation de l'équipe est bien structurée avec un responsable mention, un directeur des études, des responsables pédagogiques pour chaque année, un directeur des études et un responsable des relations entreprises. Il est dommage que l'on ne sache rien du rôle et de l'action de ce dernier. La mention dispose d'un secrétariat. La mention est portée par un professeur de sciences économiques dont les thèmes ne sont que connexes à la finance (il est dans l'axe macroéconomie de l'EPEE). Il est également responsable du M2 *Banque et finance*. La responsable de la spécialité *Gestion des risques et des actifs* est maître de conférences, spécialisée en finance. Par contre, la responsable du M1 n'est pas du tout spécialiste de finance. L'équipe pédagogique de M1 est presque exclusivement composée d'enseignants-chercheurs, et intègre bien les membres de l'EPEE. C'est cohérent avec la maquette, mais conformément à notre remarque sur l'absence de compétences préprofessionnelles en M1, il serait sans doute judicieux d'accroître le nombre d'interventions de professionnels en M1. A contrario, ils sont très nombreux en M2 *Banque et finance* (12 pour cinq enseignants-chercheurs, et ils sont tous de haut niveau). Peut-être un rééquilibrage

entre le M1 et le M2 serait-il souhaitable ? Le nombre d'intervenants professionnels en M2 *Gestion des risques et des actifs* est assez faible (trois, dont deux PAST). Il serait souhaitable de l'accroître, et peut-être d'alléger un peu la part d'enseignements fournie par la responsable de cette spécialité dans la mention, qui, du coup, dépend sans doute trop d'elle et de l'autre responsable de spécialité (ceci est très certainement lié au poids faible de la finance au sein de l'EPEE).

Il est regrettable que tous les enseignants-chercheurs soient issus de la section 05 (économie), à part un maître de conférences en 06 (gestion). Le caractère multidisciplinaire des compétences à acquérir pour exercer les métiers visés fait qu'on s'attend à des enseignants-chercheurs en 06 (gestion), en 01 (droit privé), en 02 (droit public) ou en 26 (mathématiques appliquées) et 27 (informatique).

Aucun conseil de perfectionnement ne semble avoir été mis en place, et l'on ne sait rien du suivi des étudiants. Les étudiants évaluent chaque enseignement de manière anonyme avant chaque examen. Cette évaluation donne lieu à une discussion au sein de l'équipe pédagogique. Cette transparence peut sembler positive, et on aurait aimé savoir si elle conduit à plus d'efficacité que la discrétion qui est habituellement de mise. L'encadrement de stage par le tuteur universitaire est également évalué par les étudiants, ce qui est original et semble une bonne idée. Une enquête auprès des étudiants a également été mise en place par l'université. Les résultats ont été transmis au Conseil des études et de la vie universitaire (CEVU). Les recommandations émises par l'AERES lors de l'évaluation précédente ont été en partie suivies, puisque la spécialité qui posait problème a été déplacée dans une autre mention. Cependant, le suivi professionnel des étudiants reste perfectible, et aucun lien vers l'international n'est vraiment été tissé. Une procédure d'auto-évaluation a été mise en place par l'université lors de l'élaboration des nouvelles maquettes, mais nous ne disposons pas des résultats.

Enfin, le dossier est insuffisamment étayé. Si certains tableaux sont intéressants, très clairs et on dispose d'informations utiles à l'évaluation, il manque des éléments comme l'auto-évaluation, le positionnement de la mention, un descriptif des éléments constitutifs, ou l'annexe descriptive au diplôme.

- Points forts :

- Une mention cohérente en termes pédagogiques et de débouchés professionnels.
- Des débouchés professionnels de qualité et une bonne insertion des étudiants.
- Des intervenants professionnels de qualité.
- Un M1 en harmonie avec les deux M2.

- Points faibles :

- Informations manquantes pour l'évaluation.
- Absence d'enseignements en droit et gestion.
- Pas de pré-spécialisation et de préprofessionnalisation en M1.
- Une différenciation pas assez nette en termes de débouchés professionnels et de compétences pratiques entre les deux spécialités.
- Un centre de recherche contenant insuffisamment de membres spécialisés en finance.
- Un nombre d'intervenants extérieurs professionnels un peu insuffisant, en M1 et en M2 *Gestion des risques et des actifs*.
- Absence de conseil de perfectionnement.

- Recommandations pour l'établissement :

Un dossier mieux étayé aurait été utile à l'évaluation. On devrait introduire des enseignements en gestion et droit, ce qui serait profitable aux étudiants : stratégie, systèmes d'information, contrôle de gestion, fiscalité, droit de l'entreprise et des marchés financiers. Mettre en place un conseil de perfectionnement qui étudiera le positionnement dans le contexte socio-économique permettrait d'améliorer la formation. Rééquilibrer les masters 1 et 2 concernant enseignements professionnels et fondamentaux théoriques et rendre obligatoire le stage de master 1 améliorerait également la professionnalisation des étudiants.

Evaluation par spécialité

Banque et finance

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université d'Evry-Val-d'Essonne

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Banque et finance* est relativement généraliste, et son objectif professionnel est large. Cette spécialité vise à former des cadres à même de travailler dans les banques (a priori surtout les banques d'investissement et de financement, mais aussi les banques commerciales) pour le financement des grandes entreprises, des collectivités locales et des organismes publics. Les principaux métiers visés sont donc chargés d'affaires (entreprises ou collectivités locales), analystes crédit et gestionnaires de risque.

- Appréciation :

L'objectif de la spécialité est de former des « cadres financiers généralistes ». La liste des activités est très large, elle dépasse les seules activités de financement des organisations (privées ou publiques).

Les compétences attendues sont donc des compétences en termes de finance d'entreprise, de finance de marché et de gestion bancaire. Les unités d'enseignement restent très centrées sur la finance de marché et les matières telles que comptabilité, analyse financière, finance d'entreprise semblent trop faibles. L'objectif généraliste souffre ici de ce manque ainsi que du manque de compétences en droit, fiscalité et gestion. Sans doute faudrait-il rééquilibrer en réduisant les enseignements théoriques en économie et en développant ces aspects. Egalement certaines compétences techniques enseignées en M1 sont-elles utiles pour cette spécialité ? Une pré-spécialisation au second semestre du M1 serait ici fort appréciable.

Les unités d'enseignement sont assez complètes, et nombreuses (20). L'idée de proposer des cours nombreux et à faible volume horaire permet aux étudiants d'acquérir de nombreuses compétences. On peut apprécier la structuration des unités d'enseignement en enseignements socles, fondamentaux et d'approfondissement. Malheureusement, la liste des unités d'enseignement est fournie sans véritable description. Un stage obligatoire de quatre à six mois valide la formation. Les missions données en exemple sont cohérentes avec les objectifs de la spécialité.

La formation professionnelle semble assez bien assurée par l'intervention de professionnels extérieurs, et par l'existence d'un stage. On peut cependant regretter l'absence d'évaluation ou d'enseignement un peu moins scolaires (projets tutorés ou travail en groupe par exemple). Des certifications complémentaires sont possibles (cf. éléments donnés pour la mention). Le passage du TOEIC (Test of English for International Communication) est obligatoire.

La formation n'est pas proposée en alternance, l'ouverture à la formation continue est théoriquement possible (quelques cas), cependant dans la réalité rien n'est fait pour ce type de public. Enfin, la spécialité ne propose pas d'échanges internationaux. Le nombre d'inscrits est assez stable, et tout à fait satisfaisant (de 20 à 25 étudiants). Le nombre de dossiers de candidature est élevé. Le M2 attire des étudiants de l'extérieur, d'autres M1 de l'Université d'Evry-Val-d'Essonne, d'écoles de commerce et de masters étrangers. Le M2 semble attractif, même s'il n'attire pas d'étudiants de M1 d'autres universités françaises. Une double diplomation a été mise en place avec Télécom Ecole de Management, permettant aux étudiants de cette école de réaliser leur troisième année au sein de ce M2.

Des enquêtes d'insertion sont menées annuellement. L'insertion professionnelle des étudiants a l'air assez bonne. Les salaires à l'embauche sont bons, les métiers cités sont en adéquation avec les objectifs de la spécialité. Les taux d'insertion sont bons jusqu'en 2010/2011 (environ 85 %), ils se dégradent brusquement sur la dernière promotion enquêtée, sept étudiants en recherche d'emplois sur 24 diplômés soit près de 30 %, à surveiller et étudier : est-ce la manifestation de la crise ? Les taux d'échec restent relativement élevés (entre 22 % et 33 %) pour un M2 aussi sélectif.

La spécialité est dirigée par un professeur en section 05 (économie), dont les thématiques de recherche ne sont pas principalement en finance. L'équipe pédagogique des enseignants-chercheurs est exclusivement en section 05 (économie), ce qui est regrettable. Mais en revanche, elle s'appuie relativement bien sur l'EPEE en dépit de son nombre limité de chercheurs en finance. Aucune information n'est apportée sur l'existence de jury de perfectionnement ou sur l'évaluation des enseignements par les étudiants.

- Points forts :
 - Une formation en accord avec les débouchés professionnels visés.
 - Des salaires à l'embauche intéressants.
 - Une bonne attractivité auprès des étudiants.
- Points faibles :
 - Une équipe pédagogique d'enseignants-chercheurs mono-disciplinaires et insuffisamment spécialisés en finance.
 - Des enseignements pas assez ouverts aux aspects autres que purement financiers.
 - Un pilotage de spécialité perfectible, notamment avec la mise en place d'un conseil de perfectionnement.
 - Un dossier peu approfondi.
- Recommandations pour l'établissement :

Ajouter des compétences en droit, gestion et fiscalité améliorerait les connaissances des étudiants. Rééquilibrer les enseignements théoriques et professionnels entre le M1 et le M2 et prévoir une pré-spécialisation au niveau du M1 permettraient une meilleure professionnalisation. Mettre en place un conseil de perfectionnement améliorerait la formation. Enfin, il conviendrait de fournir un dossier plus étoffé.

Gestion des risques et des actifs

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université d'Evry-Val-d'Essonne

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Gestion des risques et des actifs* a pour objectif de former des cadres spécialisés pour les banques de financement et d'investissement, mais également les compagnies d'assurance et les sociétés de gestion d'actifs. Les étudiants se doivent d'acquérir les techniques quantitatives indispensables à l'évaluation et à la gestion des risques, ainsi qu'à l'évaluation et à la gestion des actifs. Les métiers visés sont ceux de gérants de fonds, gestionnaires d'actifs, mais également les métiers visant à élaborer des outils de contrôle, de mesure et de gestion des risques.

- Appréciation :

La spécialité vise à former des gestionnaires d'actifs, des gérants de fonds, mais également des gestionnaires de risque (conception d'outils de contrôle ou de mesure de performance des risques pris par exemple). Les employeurs visés sont donc des banques de marché, des assurances et des gestionnaires d'actifs. L'objectif de la formation est bien ciblé, et précis.

Une double compétence en gestion des risques et en gestion d'actifs est donnée aux étudiants. Les étudiants cumulent donc des compétences en finance quantitative et des compétences en informatique. On peut regretter une absence de compétence en gestion financière, analyse financière, déontologie et réglementation financière ; mais également fiscalité.

Une mutualisation des cours est réalisée avec la spécialité M2 *Ingénierie financière* de la mention *Ingénierie mathématique*. Les enseignements constitutifs sont assez nombreux, ce qui permet aux étudiants d'acquérir de nombreuses compétences, en lien avec les objectifs professionnels. La politique de stage est présentée sommairement mais les missions données en exemple sont cohérentes avec les objectifs de la spécialité.

La formation professionnelle est assurée par l'intervention de professionnels extérieurs, mais sans doute insuffisamment nombreux, et par l'existence d'un stage. On peut regretter l'absence d'évaluation ou d'enseignement un peu moins scolaires (projets tutorés ou travail en groupe par exemple). Les étudiants doivent obligatoirement passer la certification Thomson Reuters Eikon, ainsi que le TOEIC. La formation n'est pas proposée en alternance, l'ouverture à la formation continue est théoriquement possible (quelques cas), cependant dans la réalité rien n'est fait pour ce type de public. Enfin, on peut regretter l'absence de relations avec des banques ou des universités étrangères.

Une double diplomation a été mise en place avec Télécom Ecole de Management, permettant aux étudiants de cette école de réaliser leur troisième année au sein de ce M2. Une double diplomation a existé également avec l'Ecole Polytechnique Féminine, mais sans succès ; elle a donc été arrêtée. Une double diplomation est en train de se créer, avec l'Ecole Nationale d'Informatique pour l'Industrie et l'Entreprise. Enfin, une convention d'échange avec l'Ecole Nationale d'Assurance se met en place. Le nombre de dossiers de candidature est élevé et le nombre d'étudiants inscrits est tout à fait honorable (environ 25) ; le taux de réussite est satisfaisant. Les échanges cités plus haut permettent d'accroître l'attractivité du M2, qui recrute du coup beaucoup à l'extérieur de l'Université d'Evry-Val-d'Essonne : écoles d'ingénieur, de commerce et M1 d'autres universités françaises.

Des enquêtes sur l'insertion professionnelle des étudiants sont menées annuellement. L'insertion a l'air assez bonne : 70 % environ des étudiants ont un emploi dans les six mois. On aurait aimé plus de détails. Les postes des candidats correspondent bien aux objectifs professionnels du diplôme. Les salaires à l'embauche sont bons, les

métiers cités sont en adéquation avec les objectifs de la spécialité. Les taux d'insertion sont bons même s'ils affichent un fléchissement sans doute dû à la crise. Les taux d'échec restent relativement élevés (entre 24 % et 32 %) pour un M2 aussi sélectif.

L'équipe pédagogique paraît trop peu nombreuse : sept personnes pour 18 éléments constitutifs. De plus, le nombre d'intervenants professionnels semble trop faible. Compte tenu du caractère quantitatif de la formation, on peut s'étonner de l'absence d'enseignants-chercheurs des sections 26 (mathématiques appliquées) et 27 (informatique). On peut également regretter l'absence d'enseignants-chercheurs des sections 06 (gestion) et 01 (droit privé). Enfin, aucune information n'est apportée sur l'existence de conseil de perfectionnement ou sur l'évaluation des enseignements par les étudiants.

- Points forts :

- Des débouchés professionnels intéressants, en lien avec l'enseignement divulgué.
- Un positionnement professionnel assez original.
- Une formation attractive.

- Points faibles :

- Une équipe pédagogique trop resserrée, trop mono-disciplinaire, et contenant insuffisamment d'intervenants professionnels.
- Des enseignements pas assez ouverts aux aspects autres que purement financiers.
- Un pilotage de spécialité perfectible, notamment avec la mise en place d'un conseil de perfectionnement.
- Un dossier peu approfondi.

- Recommandations pour l'établissement :

Ajouter des compétences en droit, gestion et fiscalité améliorerait les connaissances des étudiants. Enrichir l'équipe pédagogique, trop concentrée autour d'un nombre réduit d'enseignants-chercheurs, rendrait la formation moins dépendante de son équipe actuelle. Accroître le nombre d'intervenants professionnels permettrait une meilleure professionnalisation. Mettre en place un conseil de perfectionnement améliorerait la formation. Enfin, il conviendrait de fournir un dossier plus étoffé.



Observations de l'établissement

Evry, le 28 avril 2014

Affaire suivie par :

Direction des Etudes et de la Vie Etudiante

**L'administrateur Provisoire de
l'Université d'Evry Val d'Essonne**

A

Jean-Marc GEIB
Directeur de l'Agence d'Evaluation de la
Recherche et de l'Enseignement Supérieur
Section des Formations et des Diplômes

Objet : Evaluation des masters vague E
Réf AERES : S3MA150007611

Nous avons pris connaissance avec le plus grand intérêt de votre rapport concernant le master mention « finance ». Nous tenons à remercier l'AERES pour l'efficacité et la qualité du travail d'analyse qui a été conduit.

Ce rapport a été transmis au responsable de mention et au directeur d'UFR concernés, qui nous ont fait part en retour de leurs commentaires que vous trouverez ci-joint.

Nous espérons que ces informations vous permettront de bien finaliser l'évaluation des formations de l'Université.

EVALUATION DES DIPLOMES MASTERS – VAGUE E

Observations	
Domaine	Sciences humaines et sociales
Mention	Finance
Demande n°	S3MA150007611
Responsable de mention	Jérôme Glachant

L'Agence a fourni à l'UEVE le rapport d'évaluation du master finance. Pour l'équipe du master, ce document est précieux par ses recommandations dont elle tiendra compte dans l'évolution du master pour le CQ 2015-2019. L'intégration du master finance au sein de l'UPSay (Université Paris Saclay) est engagée dans le cadre d'une co-opération avec la section de gestion de l'université de Paris Sud (UPSUD). Le projet intégrera en cours de contrat Telecom Ecole de Management (TEM). Le processus de construction et de validation interne aux établissements est en marche et le projet prévoit :

- La mise en place d'un tronc commun M1 finance à contenu diversifié qui s'appuie sur un socle économie et gestion.
- 3 (ou 4) parcours de M2 issus des spécialités de M2 l'UEVE, de l'UPSUD et à terme de Telecom Ecole de Management :
 - Parcours Banque-Finance (B-F) opéré par l'UEVE (dès 2015),
 - Parcours Gestion des Risques et des actifs (GRA) opéré par l'UEVE (dès 2015),
 - Parcours Stratégie et Ingénierie Financière (SIF) opéré par l'UPSUD (dès 2015),
 - Parcours Système d'Information en Finance de Marché (SIFM) opéré par TEM (à partir de 2017).

1) Réponses apportées par l'intégration du master finance au sein de l'Université Paris-Saclay (UPSay)

Le master mention finance de l'UPSay prévoit une formation intégrée sur deux années, qui répond en partie aux critiques/remarques formulées par le rapport d'évaluation.

a) Au niveau du tronc commun M1

Tout d'abord, le M1 Finance UPSay s'appuie sur un programme socle bi-disciplinaire économie et gestion. Ce programme intègre des enseignements de droit des instruments financiers, de systèmes d'information, de stratégie d'entreprise ou d'éthique des affaires, qui sont absents du M1 actuel. Ces enseignements élargissent la perspective du master tout en permettant un passage plus progressif du théorique vers le professionnel. Le TC M1 permet également aux étudiants une pré-spécialisation (choix du parcours de M2) par un système d'électifs : 3 matières de 18h à choisir dans une liste de 9 au S2 du M1. Ce choix aidera les étudiants à davantage anticiper leur continuation d'études en M2. La mise en commun des pratiques et des ressources avec nos partenaires de UPSUD et TEM favorisera l'acquisition de compétences pré-professionnelles.

Ensuite, puisqu'il croise économie et gestion, le programme de M1 est également conçu pour accueillir un public plus diversifié d'étudiants en provenance de licence d'économie, licence de gestion et licence AES (si les pré-requis sont validés). L'attractivité du master est ainsi renforcée au niveau du M1, point d'entrée principal de la formation sur deux années. Il est ainsi prévu que le taux de continuation entre le M1 et les parcours de M2 s'accroisse naturellement par une meilleure intégration.

Enfin, la co-opération avec la section de gestion de l'UPSUD diversifie la provenance des EC entre les sections CNU 5 et 6.

b) Au niveau des parcours de M2

La co-opération avec l'UPSUD permet de centrer davantage le parcours Banque-Finance sur le financement des organisations par les banques. Le parcours BF renforce le poids des enseignements d'analyse financière, de diagnostics financiers en partageant une UE complète avec le M2 SIF (Stratégie et Ingénierie Financière) opéré par l'UPSUD. Au sein du M2 BF, le poids des enseignements théoriques d'économie est naturellement réduit.

c) Au niveau de la gouvernance du master

Le master UPSay inclut un *conseil de perfectionnement*. Ce conseil a pour objectif de discuter des orientations stratégiques de la formation tant du point de vue académique que sur le plan des applications professionnelles. Animé par les responsables du master, il sera composé par des professionnels de la finance d'entreprise et de marché qui donneront leur avis à l'occasion d'une réunion annuelle et de manière informelle sur des aspects particuliers. De plus, l'évaluation des enseignements par les étudiants (déjà pratiquée par des questionnaires anonymes) sera soumise au *comité pédagogique* de la mention, qui se réunira à la fin de chaque semestre. Ce conseil sera composé de l'équipe pédagogique et de 5 représentants-étudiants (deux étudiants du M1, un pour chaque site et un étudiant pour chaque finalité de M2).

2) Compléments apportés à diverses remarques/critiques de l'évaluation

a) Stage obligatoire en M1

Le M1 ne prévoit pas effectivement de stage obligatoire, et nous n'avons pas retenu cette obligation dans le master UPSay. Remarquons d'abord que le stage occupe une place importante au sein du M2 avec un stage obligatoire d'une durée de 6 mois. En ce qui concerne le M1, nous constatons que les stages offerts ne sont pas toujours en adéquation avec le contenu et le niveau d'une formation de master. C'est pourquoi l'équipe pédagogique exerce un contrôle *ex ante* sur les missions confiées au stagiaire. Rendre obligatoire le stage en M1 comporte ainsi le risque d'entraîner certains étudiants vers des missions déqualifiantes, qui relèvent plus du travail saisonnier (*job d'été*). Par ailleurs, la possibilité de réaliser un mémoire intéresse certains étudiants dans une perspective de travail académique orienté vers la recherche.

b) Déséquilibre semestriel

L'existence d'un déséquilibre du présentiel étudiant entre les semestres 1 et semestre 2 des M1 et M2 s'explique par la réalisation du mémoire et/ou du stage au cours de second semestre. Les 12 crédits ECTS associés à cette réalisation sont validés au cours du second semestre, qui est également raccourci en termes de durée (8 à 10 semaines en S2 contre 12 à 14 semaines) au semestre 1.

c) Enseignement des langues vivantes

Le master a priorisé la maîtrise de l'anglais, notamment dans un contexte professionnel avec 48 heures annuelles en M1 comme en M2. La certification TOEIC est obligatoire en fin de M2 avec un niveau minimal de 770 points. Pour des raisons budgétaires, ce choix s'effectue effectivement au détriment d'une seconde langue vivante.

d) Intervenants professionnels

Le rapport pointe un nombre d'intervenants professionnels faible au sein de la spécialité M2 GRA, notamment en le comparant à la spécialité M2 BF, ce qui nuirait à l'acquisition des compétences pré-professionnelles. En termes de volume horaire présentiel, la proportion d'enseignements « professionnels » dans le M2 BF (58,1%) est certes légèrement supérieure à celle dans le M2 GRA (50,1%), mais ces proportions sont comparables. L'encadrement réalisé par des PASTs, qui sont des professionnels davantage impliqués dans la formation, est supérieur au sein du M2 GRA. De plus, à l'intérieur du M2 GRA interviennent également des « professionnels » issus du Master Ingénierie Financière du département de Mathématiques que nous n'avons pas comptabilisé dans le tableau (notamment les enseignements communs du bloc « assurance »). Enfin, les horaires par cours sont plus élevés dans le M2 GRA, ce qui explique un nombre d'intervenants moindre. En conséquence, les professionnels « pointus » et de haut niveau sont bien présents dans le M2 GRA, et l'apport des PASTs est déterminant pour l'orientation de la formation.

e) Taux de réussite au sein des M2

Le rapport s'interroge sur les taux de réussite au sein des M2, et notamment au sein du M2 BF. Le taux de réussite se situe autour de 75% et s'explique par 3 facteurs. 1) Malgré la vigilance du secrétariat, il existe chaque année au moins 3 étudiants admis, qui s'inscrivent administrativement sans jamais être présent. Cela tient à la concurrence entre les masters et au fait que certains candidats cherchent à obtenir ainsi une carte d'étudiant pour des raisons administratives. Un phénomène difficile à contrecarrer. 2) Chaque année, entre 2 et 4 étudiants ne parviennent pas à trouver un stage dans la période universitaire. Le stage est alors prolongé, ce qui implique une réinscription et l'obtention du diplôme au terme de 2 ans. Ces situations ne sont pas satisfaisantes et nous tentons de les réduire. 3) Il subsiste effectivement entre 1 et 3 étudiants de M2, qui suivant le cursus n'obtiendront pas le diplôme par un niveau insuffisant aux examens, ou au mémoire ou bien par un

abandon. Même si ces échecs existent, ils restent exceptionnels, et nous cherchons naturellement à les réduire.

3) Remarques/critiques générales concernant des aspects non traités par l'intégration à l'UPSay

Comme indiqué dans la section, la construction d'une mention finance au sein de l'UPSay apporte des réponses au rapport d'évaluation. Il reste toutefois des éléments qui ne sont pas encore satisfaisants ou qui doivent être pris en compte au niveau de l'établissement.

a) Internationalisation

Le master doit chercher des accords formels avec des universités étrangères, ce qu'il n'a pas suffisamment fait. Le regroupement dans l'UPSay doit faciliter cette internationalisation du fait de la visibilité accrue et de l'apport de l'UPSUD puis de TEM. De plus, le département d'économie de l'UEVE a pris des initiatives dans ce domaine, qui ne sont pas encore effectives. Ceci concerne des accords d'échange d'étudiants avec les partenaires suivants : Université Nationale de Colombie, Higher School of Economics (Perm, Russie), université de Balamand (Liban), Université Libano-Française (Liban) et Ecole supérieure de la Statistique et Analyse de l'Information (Tunisie).

b) Adossement recherche du master

Le nombre d'EC spécialisés en finance est effectivement réduit au sein du laboratoire EPEE, ce qui affaiblit l'adossement recherche du master. La composante finance de l'équipe d'accueil EPEE (Centre d'Etudes des Politiques Economiques, EA 2177) est à renforcer et l'évaluation AERES du laboratoire indique que la finance doit être un élément structurant du laboratoire. Un recrutement de PRAS (professeur associé à temps plein), spécialiste de finance qui abrite en son sein un axe finance, pourrait contribuer à ce renforcement. Mais il restera crucial de renforcer encore l'équipe à moyen et long-terme.